

qu'avaient presque ostensiblement préparée les intrigues de l'ex-régente. Le ministère espagnol demanda en termes très-vifs l'expulsion de cette princesse au gouvernement français, complice ou confident de ses ambitieux projets (1). Elle lui fut impérieusement refusée (2). Le retour de Marie-Christine à Madrid après la chute d'Espartero (fév. 1844) rétablit sur un pied d'intimité les relations de la France avec la Péninsule. Cette situation se prolongea sans modifications importantes, jusqu'à la fameuse péripétie du double mariage de la reine et de l'infante, dont il sera question plus tard.

L'intérieur de la France, depuis la dernière session des Chambres, n'avait cessé d'être en proie à une vive agitation. Les opérations du recensement quinquennal de l'impôt, accomplies par les agents du fisc, à l'exclusion des représentants de l'autorité municipale, avaient occasionné des troubles sérieux à Montpellier, à Limoges, à Bordeaux, à Agen, à Lille, et surtout à Clermont et à Toulouse, où le sang avait coulé. Sur divers points, les municipalités organisaient une résistance qui pouvait, d'un instant à l'autre, changer le caractère de la lutte et l'élever aux proportions d'une véritable guerre civile. L'émotion publique s'accrut de la tentative d'assassinat commise par un nommé Quénisset, scieur de long, sur le quatrième fils du roi, le jeune duc d'Aumale, qui rentrait à Paris le 13 septembre 1841, à la tête de son régiment décimé par les balles arabes. Une effervescence de mauvais augure régna plusieurs jours dans la capitale, à la suite de cet odieux attentat. De violentes mesures contre la presse furent agitées au sein du cabinet, dont le roi ne prévenait la dislocation qu'au prix des plus grands efforts. Les comités

(1) Lettre de M. Olozaga à M. Guizot, 12 oct. 1841.

(2) Lettre de M. Guizot à M. Olozaga, 18 octobre 1841.